



Ministère de l'intérieur

Fonds européen d'intégration

Marché à procédure adaptée, en application des articles 28 et 40 du Code des marchés publics relatif
à :

**Evaluation des programmes régionaux d'intégration
des populations immigrées (PRIPI)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Dossier suivi par :

DAIC : Marie-José BERNARDOT, chef du bureau de l'intégration territoriale
Tel : 01 72 71 68 50

Courriel : marie-jose.bernardot@immigration-integration.gouv.fr

Fabrice JACQUES, adjoint au chef du bureau de l'intégration territoriale
Tel : 01 72 71 68 57

Courriel : fabrice.jacques@immigration-integration.gouv.fr

DSED : Gérard BOUVIER, Chef de la Division des enquêtes et des études statistiques
Tel : 01 77 72 61 82

Courriel : gerard.bouvier@immigration-integration.gouv.fr

Sommaire :

CLAUSES TECHNIQUES

PARTICULIERES.....p. 3

- Article 1 - Objet marché
- Article 2 - Contexte de la prestation
- Article 3 - Description des services
- Article 4 - Modalités de pilotage de la prestation
- Article 5 - Prestations attendues
- Article 6 - Calendrier

CLAUSES ADMINISTRATIVES

PARTICULIERES..... p. 12

- Article 7 - Identification de l'acheteur public
- Article 8 - Forme du marché
- Article 19 - Documents contractuels
- Article 10 - Durée du marché
- Article 11 - Obligation de discrétion
- Article 12 - Financement
- Article 13 - Montant du marché
- Article 14 - Mode de règlement et délai de paiement
- Article 15 - Responsables des prestations
- Article 16 - Délai global de paiement et intérêts moratoires
- Article 17 - Pénalités de retard
- Article 18 - Litiges
- Article 19 – Résiliation
- Article 20 : Droits de l'Administration

ANNEXES.....p. 17

- L'annexe financière ;
- L'annexe 1 relative au décret n°90-143 du 14 février 1990 ;
- L'annexe 2 relative à la circulaire de mise en place d'une nouvelle politique d'intégration des étrangers en situation régulière ;
- L'annexe 3 relative à la circulaire du 28 janvier 2010 relative au programme régional d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 3bis relative à la méthode d'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 4 relative au guide d'appui à l'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 5 relative à un récapitulatif des différents axes prioritaires des PRIPI ;
- L'annexe 6 relative aux programmes régionaux des populations immigrées ;
- L'annexe 7 relative au pilotage régional des PRIPI ;
- L'annexe 8 relative au rapport réalisé par le CREDOC ;
- L'annexe 9 relative au comité national d'orientation pour l'évaluation des PRIPI ;

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une évaluation des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI) de 2010 - 2012 dans la perspective de prochains programmes en 2013.

Article 2 - Contexte de la prestation

Les programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI) sont des programmes triennaux d'actions en faveur de l'intégration de la population immigrée en France métropolitaine et en outre-mer.

Ils sont élaborés sous l'autorité du représentant de l'Etat en région et déterminent l'ensemble des actions concourant à l'accueil des nouveaux migrants et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes immigrées.

Le public des PRIPI est constitué par la population immigrée en situation régulière et non communautaire.

La population immigrée en France est constituée selon le recensement de l'INSEE de 2006, de 5,1 millions de personnes nées à l'étranger et qui résident sur le territoire national¹.

Le public des PRIPI est celui de la politique d'intégration en général. Elle concerne spécifiquement la population immigrée qui réside en France de façon régulière et qui est ressortissante de pays tiers à l'Union européenne. Il s'agissait en 2006 d'environ 3,4 millions de personnes.

40% environ de la population immigrée en France a acquis la nationalité française.

La politique d'intégration s'attache en priorité aux personnes primo-arrivantes après leur signature du contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Elle porte également sur les personnes établies depuis plus longtemps qui n'ont pas bénéficié des dispositifs prévus dans le cadre du CAI, tels que les formations linguistiques, et qui n'ont pas été naturalisées. Il s'agit notamment de femmes et de personnes âgées immigrées. Parmi ces dernières, celles qui vivent dans les foyers de travailleurs migrants depuis longtemps sont un public très prioritaire.

Les PRIPI sont un instrument de la politique de cohésion sociale prévu par le code de l'action sociale et des familles depuis 2005.

Les PRIPI ont été créés par décret en 1990 puis introduits à l'article 117-2 du Code de l'action sociale et des familles² par la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005.

Plusieurs générations de PRIPI ont vu le jour entre 1990 et 2005.

Sur décision du comité interministériel pour l'intégration (CII) du 24 avril 2006, les PRIPI ont été relancés et généralisés. Vingt et un programmes ont été mis en œuvre pour une durée de trois ans, de 2006 à 2008. Leur déclinaison départementale a pris la forme de plans départementaux d'accueil et/ou

¹ *Atlas national des populations immigrées*, DSED, SGII, Février 2011. www.immigration.gouv.fr/IMG/pdf/ATLAS150411.pdf

² Cf. Annexe 1

d'intégration (PDA ou PDAI). Les objectifs de ces programmes incluaient l'accueil et l'intégration des personnes immigrées ainsi que la prévention des discriminations.

Le pilotage national de ces programmes était assuré par la Direction des populations et des migrations (DPM), direction relevant jusqu'en 2007 des ministères sociaux. Ils ont été élaborés par les Directions régionales des affaires sociales et sanitaires (DRASS) en collaboration avec les Directions régionales de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'ACSE).

Le CREDOC³ a réalisé une évaluation de ces programmes en 2008 comprenant une synthèse nationale et l'analyse des PRIPI des régions Alsace, Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Provence Alpes Côte d'Azur et Rhône-Alpes⁴.

La politique territoriale d'intégration des populations immigrées est pilotée par le ministère chargé de l'intégration en tant que telle et bénéficie de financements dédiés.

Depuis 2008, la politique d'intégration est mise en œuvre par la Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC) au sein du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, puis du ministère de l'Intérieur.

La DAIC définit et pilote la politique d'accueil des étrangers primo-arrivants et de l'intégration des immigrés. Deux établissements publics sous tutelle participent à la mise en œuvre de cette politique : l'OFII (l'Office français pour l'immigration et l'intégration) et la CNHI (Cité nationale de l'histoire de l'immigration).

La DAIC est en charge du pilotage et de l'animation de la politique territoriale d'intégration, et notamment des PRIPI.

La politique d'intégration a été redéfinie le 7 janvier 2009 par voie de circulaire annonçant la réalisation de nouveaux programmes régionaux.

Les périmètres respectifs entre le ministère en charge de l'intégration et le ministère en charge de la politique de la Ville ont été redéfinis et les crédits répartis respectivement entre le programme 104 (« Intégration et accès à la nationalité française ») géré par la DAIC et le programme 147 (« Politique de la ville ») dédié à la politique de la ville, à l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations et géré par l'ACSE.

Le programme 104 comprend des crédits d'intervention déconcentrés en région destinés à financer les PRIPI.

Une nouvelle génération de PRIPI est relancée par une circulaire ministérielle en 2010.

La circulaire IMICI00099C du 28 janvier 2010⁵ sur les PRIPI a invité les préfets de région à élaborer de nouveaux programmes pour la période 2010 - 2012 et en a fixé les priorités :

- La connaissance des valeurs, principes et usage de la société française ;
- L'apprentissage de la langue française ;
- L'accès à l'emploi et la création d'activités ;
- L'accompagnement des femmes immigrées ;
- Le soutien à la parentalité ;
- L'accès aux droits des personnes âgées immigrées.

Tous les programmes des régions métropolitaines sont aujourd'hui opérationnels. La plupart ont été finalisés entre octobre et décembre 2010. Quelques régions, dont l'Île-de-France, n'ont validé leur

³ Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

⁴ En annexe

⁵ En annexe.

programme qu'à la fin de l'année 2011. En Outre-mer, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe ont également fait un PRIPI en 2011. Celui de la Réunion est en cours de finalisation.

Une trentaine de programmes départementaux d'intégration, les PDI, ont été ou sont en cours de finalisation.

Les PRIPI constituent le cadre de la politique nationale d'intégration en région.

Les programmes sont pilotés par les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS). Leurs compétences englobent toutes les politiques de cohésion sociale et la politique de la ville, sous l'égide des préfets de région. En Bretagne et en Champagne-Ardenne, l'élaboration du PRIPI a été confiée aux services préfectoraux.

Au niveau départemental, les actions programmées dans le cadre du PRIPI sont conduites par les Directions départementales en charge de la cohésion sociale, les DDCS ou DDCSPP, par les services d'intégration et d'immigration des préfectures ou par les services du Préfet à l'égalité des chances et ses délégués dans quelques départements.

Les PRIPI sont des programmes de cohésion sociale interministériels et partenariaux.

Leurs actions s'inscrivent dans les thématiques suivantes :

- l'apprentissage du français ;
- la promotion des valeurs de la société d'accueil ;
- l'intégration des femmes immigrées ;
- l'intégration et l'accompagnement des immigrés âgés ;
- la parentalité et l'accompagnement de la scolarité ;
- l'accès à un emploi ou à créer une entreprise ;
- l'accès à un logement ;
- la prévention des discriminations et l'accès aux droits ;
- l'histoire, la mémoire et la culture ;
- l'accès à la santé et aux soins ;
- la participation à la vie associative et aux sports.

Les PRIPI sont des programmes largement interministériels. Ils ont nécessité des partenariats importants avec les autres services de l'Etat en région, et en particulier, avec les rectorats, les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), les Agences régionales de santé (ARS), les Directions régionales des affaires culturelles (DRAC), les directions territoriales de l'OFII, des agences et établissements publics (Pôle Emploi) et les caisses de sécurité sociale. Les collectivités territoriales, la société civile et les associations ont pris une part active aux travaux.

Les PRIPI sont financés par des crédits dédiés et des cofinancements importants.

Les programmes sont financés par les crédits d'intervention déconcentrés du programme budgétaire de l'Etat n°104 "intégration et accès à la nationalité française" de la mission "Immigration, Asile et Intégration".

Ces crédits représentaient en 2011, 18,4 millions d'euros. Ils ont été répartis entre les régions en fonction de la population immigrée recensée par l'INSEE. Un montant pratiquement équivalent leur est dédié en 2012.

Sur cette somme, 2,6 millions d'euros financent l'opération "Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration". Cette opération est co-pilotée par la DAIC et la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. Elle

propose des formations gratuites aux parents immigrés pour l'apprentissage du français et promeut la connaissance du système scolaire, la parentalité et les valeurs de la société française. Ce dispositif est mis en œuvre dans 64 départements. Il est géré en région par les DRJSCS en partenariat avec les rectorats.

Sur l'exercice 2011, les PRIPI ont été financés en moyenne à hauteur de 50 % par les crédits du programme 104 et par des financements venant d'autres programmes budgétaires (politique de la ville, promotion de l'égalité hommes/femmes et santé). Les collectivités territoriales viennent parfois en complément.

Le Fonds européen pour l'intégration (FEI) dont la gestion est assurée par la DAIC concourt également, dans des proportions importantes à cofinancer des actions locales d'intégration. 13 millions d'euros sont programmés en 2012.

Les programmes arriveront à échéance fin 2012 pour la plupart des régions et fin 2013 pour l'Île-de-France et les départements d'Outre Mer.

Aussi la DAIC souhaite engager une évaluation externe au terme de ces programmes.

Article 3 - Description de la prestation

Le présent marché porte sur la réalisation de :

- I) une étude qui répondra aux objectifs et aux questions ci-dessous ;
- II) une formation à l'évaluation ;
- III) une restitution de l'évaluation des PRIPI en région et au niveau national.

I) Etude / évaluation des PRIPI

■ Objectifs de l'évaluation

L'évaluation réalisée par le prestataire en fin de programme a pour objectifs :

- d'améliorer la conduite de la politique d'intégration territorialisée, tant au niveau de l'administration centrale que des services déconcentrés, par des recommandations opérationnelles ;
- d'analyser la cohérence et la complémentarité de la politique d'intégration avec les politiques sociales et sanitaires ainsi qu'avec la politique de la ville;
- d'apprécier l'apport des PRIPI ;
- de recueillir des bonnes pratiques identifiées dans les régions ou territoires ;
- de mesurer, dans des territoires locaux, les effets de quelques actions des PRIPI sur l'intégration de la population immigrée et sur l'accès aux droits.

■ L'évaluation consistera en quatre volets :

1. L'évaluation d'un échantillon de sept programmes régionaux d'intégration des populations immigrées.
2. La mesure des impacts et des effets sur l'intégration des personnes immigrées, d'actions menées dans le cadre des PRIPI dans des territoires infra-départementaux significatifs et relevant de thématiques prioritaires.
3. L'évaluation de la gouvernance nationale et des programmes dans leur ensemble.
4. Des recommandations opérationnelles dans la perspective de PRIPI ultérieurs.

1. L'évaluation de sept programmes régionaux d'intégration

Dans son volet régional, l'évaluation comportera une étude approfondie de sept programmes régionaux mis en place sur le territoire de la métropole, dont ceux des trois principales régions d'immigration (Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-Azur), ainsi que de régions de taille moyenne et qui n'ont pas été évaluées en 2008 (Languedoc-Roussillon, Centre, Lorraine et Franche-Comté). L'administration (DAIC) se réserve, si besoin, la possibilité de modifier la liste de ces quatre régions.

L'évaluation sera réalisée en lien étroit avec l'équipe projet régionale, donnera lieu à des temps d'échange et d'appropriation de la démarche et elle fera l'objet d'une journée de restitution en région.

L'évaluation portera sur la gouvernance des PRIPI, leur animation, la cohérence avec les autres politiques publiques et la territorialisation de la programmation :

- sur la gouvernance régionale du PRIPI

L'évaluation appréciera en particulier les points suivants

- la gouvernance régionale dans ses différents aspects (implication de l'équipe projet, moyens humains, impulsion et dynamique partenariale, dispositif de suivi, etc.)
- le pilotage des moyens financiers et la mobilisation de cofinancements pour les actions ;
- la fonction d'animation et de coordination du niveau régional mais aussi le transfert de ressources et d'expertise vis à vis des directions ou services départementaux ;
- les modalités d'association des collectivités territoriales et les conditions qui favorisent (ou freinent) ces coopérations ;
- la mobilisation de la société civile et notamment des associations ;
- la prise en compte des bénéficiaires dans le processus décisionnel et de mise en œuvre.

- sur la complémentarité et la cohérence du PRIPI avec les autres politiques sociales

L'évaluation s'attachera à montrer quels ont été les effets de mobilisation du PRIPI vis-à-vis des autres politiques publiques, en particulier des politiques de cohésion sociale et de la politique de la ville.

- sur la territorialisation de la politique d'intégration

L'évaluation répondra à la question de savoir si le PRIPI a permis une définition territoriale de la politique d'intégration. Elle portera sur la pertinence du choix des territoires des actions au vu des diagnostics réalisés. Elle analysera les critères retenus pour l'élaboration de plans départementaux d'intégration.

2. La mesure des impacts et des effets de la politique d'intégration sur des territoires locaux

Il s'agit de mesurer les impacts et les effets des actions menées dans le cadre des PRIPI sur les thèmes prioritaires de la politique d'intégration dans un ou deux territoires locaux.

Les territoires et les thématiques seront choisis en accord avec les équipes régionales et départementales en charge des PRIPI et des PDI.

Les enquêtes menées au niveau local permettront d'affiner la compréhension des problématiques d'intégration et d'apprécier la pertinence des dispositifs mis en œuvre pour favoriser l'intégration des publics concernés, leur accès aux droits mais aussi l'amélioration de la capacité intégrative de la société d'accueil.

Les territoires dans lesquels des ADLI (agents de développement local pour l'intégration) interviennent pourraient être retenus pour investigation, ainsi que ceux où est mise en place une coordination locale de l'offre linguistique et des ateliers sociaux linguistiques.

Ces focus territoriaux nécessiteront de rencontrer tous les partenaires et acteurs, les associations, des responsables de collectivités territoriales, ainsi que les publics bénéficiaires.

3. L'évaluation de la gouvernance nationale et des PRIPI dans leur ensemble

Dans son volet national, l'évaluation examinera les méthodes, outils et résultats de la gouvernance et de l'animation nationale des PRIPI.

Une étude documentaire de la totalité des 25 PRIPI et les remontées d'un questionnaire permettront d'apprécier la qualité de ces documents, leur méthode d'élaboration, l'adéquation des options régionales au regard des priorités et des orientations de la politique d'intégration. L'évaluation nationale s'appuiera également sur le rendu des évaluations régionales et sur les études d'impact au niveau local.

Elle examinera la complémentarité de la politique d'intégration avec les autres politiques sociales et en particulier avec la politique de la ville.

L'évaluation questionnera la pertinence des priorités d'action et des publics fixés par la circulaire au regard de la situation et des besoins de la population immigrée et des périmètres des autres politiques sociales.

L'évaluation portera sur les moyens financiers de la politique territoriale, sur la répartition des crédits et sur la coordination de ces leviers financiers entre le niveau national et le niveau régional ainsi qu'entre le niveau régional et départemental.

Elle prendra connaissance des avis du HCI depuis 2010 sur la politique d'intégration⁶.

4. Les recommandations dans la perspective de la mise en place de nouveaux PRIPI

L'évaluation s'inscrira dans la perspective constante de recommandations opérationnelles, et notamment :

- Elle donnera toutes préconisations utiles sur la gouvernance (amélioration de la gouvernance régionale, amélioration de la gouvernance nationale, équilibrage des gouvernances).
- Elle dégagera les principes d'élaboration des PRIPI ou des PDI ex ante et de leur mise en œuvre : diagnostic, consultations des partenaires potentiels, outils de priorisation, définition des appels à projets, suivi et contrôle des actions, etc.
- Elle fera des recommandations sur ces questions dont des propositions d'outils (indicateurs) pour apprécier le degré d'association des partenaires locaux.
- Elle proposera des outils (critères de choix) pour décider de l'opportunité d'une déclinaison locale des PRIPI (PDI).
- L'évaluation territorialisée débouchera sur des recommandations quant à l'implication préalable des associations, des responsables de collectivités territoriales et des publics.
- Elle fera des propositions pour développer l'effet levier.
- Elle proposera des indicateurs adaptés à la mise en œuvre territoriale de la politique d'intégration.

⁶ Notamment l'avis du HCI "Investir dans les associations pour réussir l'intégration" du 3 mars 2012.
<http://www.hci.gouv.fr/Investir-dans-les-associations.html>

■ Méthodologie attendue pour l'étude d'évaluation

Dans son premier volet l'évaluation portera sur sept PRIPI. Elle se fera sur la base de l'analyse de documents et d'entretiens avec un échantillon représentatif d'acteurs publics, d'opérateurs, de partenaires et d'associations. Elle donnera lieu à de nombreux échanges avec l'équipe projet en charge du PRIPI dans la région. Elle favorisera une appropriation de la démarche par les services déconcentrés et leurs partenaires.

Dans son volet relatif à la mesure des effets et des impacts, le prestataire mènera des enquêtes sur le terrain, dans 1 ou 2 territoires locaux, auprès des acteurs et du public à partir de questionnaires et d'entretiens. Il consultera les services ou directions départementaux en charge de l'intégration, ainsi que les organismes et les collectivités concernées.

Dans son volet national, l'évaluation examinera l'ensemble des PRIPI. Elle utilisera les informations collectées et traitées par la DAIC dans le cadre de son animation nationale. Elle sollicitera les services déconcentrés par le biais d'un questionnaire. Elle s'appuiera sur l'ensemble des documents disponibles au plan national, sur les évaluations régionales et les mesures d'impact précitées.

II) Formation à l'évaluation

Le prestataire réalisera une formation pour les équipes projet en charge des PRIPI dans les régions sur la méthode de l'évaluation des PRIPI et sur l'auto-évaluation. Cette formation doit permettre de faire participer les services déconcentrés à cette démarche. Elle sera réalisée en lien avec l'EHESP.

III) Restitution de l'évaluation

Le prestataire devra effectuer, à la fin de ses travaux, une journée de restitution de l'évaluation des PRIPI aux DRJSCS et à ses partenaires afin que l'évaluation puisse être largement participative et pédagogique.

Article 4 - Modalités de pilotage de la prestation

Le pilotage de la prestation sera assuré à plusieurs niveaux : au niveau national, par un comité d'orientation interministériel et par un comité de pilotage, et au niveau régional, par un comité de suivi animé par la DRJSCS.

1. Le comité d'orientation

Il est composé des représentants des directions et organismes suivants :

- Haut-Conseil à l'intégration (HCI)
- Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)
- Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
- Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
- Direction générale de la santé (DGS)
- Secrétariat général du Ministère de la culture
- Secrétariat général du Comité interministériel à la ville (SG-CIV)
- Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
- Commission interministérielle pour le logement des personnes immigrées (CILPI)
- Pôle Emploi
- Office français d'immigration et d'intégration (OFII)
- les membres du comité de pilotage
- des personnalités qualifiées.

Il sera présidé par le Directeur de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté.

Il aura à connaître des options proposées par le comité de pilotage et sera informé des objectifs et des attendus de l'évaluation.

Il se réunira à trois reprises :

- 1) initialement, pour la validation du cahier des charges de l'évaluation ;
- 2) à mi-parcours, à l'occasion de la remise du rapport d'étape de l'évaluation ;
- 3) *in fine*, pour la validation du projet et la présentation par le prestataire de son pré-rapport.

2. Le comité de pilotage

Ce comité comprendra :

- la Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté
- le Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED)
- les Directions régionales jeunesse, sports et cohésion sociale des régions retenues
- des personnalités qualifiées.

(cf. en annexe la liste des membres des réunions préparatoires à l'évaluation)

3. Les comités de suivi régionaux

Ces instances seront constituées dans les régions où le PRIPI est évalué ; elles seront une émanation du comité de pilotage du PRIPI.

Celui-ci suit les travaux du prestataire en région et est informé régulièrement des avancées de ces travaux. Il peut également demander à bénéficier de la part du prestataire de temps d'échanges périodiques.

Article 5 - Prestations attendues

Les produits de la prestation sont :

- 1) un rapport national d'évaluation composé de :
 - un rapport d'étape
 - des monographies régionales, incluant les focus territoriaux
 - une synthèse nationale
 - des recommandations opérationnelles
 - un relevé des bonnes pratiques.
- 2) une formation à l'évaluation pour les équipes projet PRIPI (40 personnes environ) comprenant :
 - une formation de deux journées à l'évaluation appliquée à la politique d'intégration avec un support pédagogique, pour quarante personnes
 - l'élaboration d'un outil de cadrage pour la conduite de l'évaluation des actions
- 3) une réunion de restitution dans les régions évaluées et une réunion de restitution nationale de l'évaluation.

Article 6 - Calendrier

- 1) une formation à l'évaluation pour les équipes projet PRIPI sera réalisée dans les trois mois suivants la notification.
- 2) un rapport d'étape devra être réalisé à mi-parcours, soit 5 mois après la notification.
Un rapport d'évaluation provisoire constitué des monographies régionales incluant les focus territoriaux, de la synthèse nationale, des recommandations opérationnelles et du relevé des bonnes pratiques sera délivré au commanditaire 9 mois après la date de notification.
Le rapport final sera réalisé à l'issue des 10 mois.

- 3) les réunions de restitutions régionales et une réunion de restitution nationale de l'évaluation auront lieu à l'issue des travaux.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 7 - Identification de l'acheteur public

Service acheteur : L'État, Ministère de l'intérieur, Secrétariat général à l'immigration et à l'intégration, Place Beauvau, 75800 PARIS CEDEX 08, représenté par le chef du service de l'administration générale et des finances du secrétariat général à l'immigration et à l'intégration, désigné par le terme « l'Administration ».

- Personne responsable du marché : le Chef du service de l'administration générale et des finances

- Personne responsable administratif pour l'Administration : le Chef du département des statistiques, des études et de la documentation

- Personne responsable du suivi de l'exécution du marché pour l'Administration : le Directeur de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté

Article 8 - Forme du marché

Le présent marché est un marché à procédure adapté (conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics).

Article 9 - Documents contractuels

- L'acte d'engagement (DC3) ;
- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG) (arrêté du 19 janvier 2009) ;
- L'annexe financière ;
- L'annexe 1 relative au décret n°90-143 du 14 février 1990 ;
- L'annexe 2 relative à la circulaire de mise en place d'une nouvelle politique d'intégration des étrangers en situation régulière ;
- L'annexe 3 relative à la circulaire du 28 janvier 2010 relative au programme régional d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 3bis relative à la méthode d'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 4 relative au guide d'appui à l'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées ;
- L'annexe 5 relative à un récapitulatif des différents axes prioritaires des PRIPI ;
- L'annexe 6 relative aux programmes régionaux des populations immigrées ;
- L'annexe 7 relative au pilotage régional des PRIPI ;
- L'annexe 8 relative au rapport réalisé par le CREDOC ;
- L'annexe 9 relative au comité national d'orientation pour l'évaluation des PRIPI.

Article 10 - Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de **12 mois**.

Les prix sont fermes et non révisables. Ils sont forfaitaires. Les prestations faisant l'objet du présent marché seront facturées conformément aux prix contenus dans l'offre du prestataire.

Article 11 - Obligation de discrétion

Chacune des parties s'engage à observer une stricte obligation de confidentialité tant sur les termes du marché et de la prestation qui en est l'objet, que sur les informations confidentielles qui seraient portées à leur connaissance ou auxquelles elles auraient accès à l'occasion de l'exécution dudit marché.

Les informations confidentielles ne seront utilisées qu'aux seules fins d'exécution du marché.

Les parties imposeront à tout leur personnel ayant eu accès à ces informations l'obligation d'en préserver la confidentialité, étant entendu qu'elles seront responsables de tout manquement à ces obligations de leur part (conformément à l'art. 5 du CCAG-fournitures courantes et services).

Article 12 - Financement

Le montant du financement n'excédera pas 130 000 €H.T., cofinancé à hauteur de 50 % par le Fonds Européen d'Intégration (FEI).

Imputation budgétaire : Programme 303 « Immigration et Asile », Action 04 Soutien.

La prestation est financée à 50 % sur des crédits européens et 50 % sur des crédits nationaux.

Ordonnateur : Monsieur le Ministre de l'intérieur, représenté par le chef du service de l'administration générale et des finances

Comptable assignataire en charge des paiements : Monsieur le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé près le Ministre des affaires sociales et de la santé.

Le prestataire devra obligatoirement effectuer les opérations de **publicité** permettant la visibilité du financement communautaire et du financement du ministère de l'Intérieur.

Article 13 - Montant du marché

13-1 Contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le soumissionnaire doit présenter son offre selon la décomposition de l'annexe financière. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

13-2 Montant de l'avance forfaitaire

Le titulaire déclare sur l'acte d'engagement s'il accepte ou renonce au versement de l'avance forfaitaire, conformément à l'article 87 du Code des Marché publics.

S'il accepte le versement d'une avance forfaitaire, son montant sera calculé sur la base de 5 % du montant total de la prestation.

Le remboursement de l'avance sera effectué conformément aux dispositions de l'article 88 du Code des Marché publics.

Article 14 - Mode de règlement et délai de paiement

14-1 Échéancier de facturation

Le paiement sera échelonné en fonction des prestations réalisées et de leur coût (cf. annexe financière), qui donneront lieu à l'émission d'une facture et l'attestation du service fait :

- après réalisation des formations (poste 2 de l'annexe financière) ;
- après remise et validation du rapport d'étape (poste 1 de l'annexe financière) ;
- après remise du rapport final (poste 1 de l'annexe financière) ;
- enfin, après qu'auront eu lieu les réunions de restitution (poste 3 de l'annexe financière).

14-2 Règlement financier

Le règlement financier est subordonné à la production préalable d'une facture en un original et 2 duplicata portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de la facture ;
- le nom et l'adresse du prestataire ;
- la personne à contacter ;
- le numéro du marché ;
- l'identité et l'adresse du créancier : Ministère de l'intérieur – Secrétariat général à l'intégration et à l'immigration – Service de l'administration générale et des finances, Place Beauvau, 75800 Paris cedex 08 ;
- l'établissement bancaire, les numéros de compte y compris la clé, de guichet, de code banque ;
- le montant H.T ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises ;
- la période d'exécution et le détail des prestations facturées.

Les factures sont adressées au service comptable du ministère, à l'adresse ci-dessous :

**Service facturier du ministère des affaires sociales et de la
santé**

14, Avenue Duquesne

75350 Paris SP 07

Article 15- Responsables des prestations

15-1 Responsable technique chez le titulaire

Le titulaire indiquera, dans sa proposition, les noms et qualité de la personne chargée de diriger le projet au sein de sa structure. Si celles-ci devaient être remplacées en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre à disposition des prestataires à compétence équivalente.

15-2 Responsables administratif et technique pour l'Administration

Le responsable administratif est le chef du département des statistiques, des études et de la documentation.

Le responsable technique est le chef du bureau de l'accueil en France et de l'intégration linguistique.

Article 16 – Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le paiement se fera en application de l'article 98 du Code des Marchés publics modifié par le décret n° 2008-407 du 28 avril 2008, à savoir 30 jours à compter de la réception de la facture au Service facturier du ministère de la Santé et des Sports.

En aucun cas ce délai ne pourra courir à compter d'une facture adressée par erreur dans un autre service du ministère.

Passé ce délai, il sera appliqué des intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la Banque centrale Européenne (BCE) majoré de 7 points.

Le comptable assignataire des paiements est la Recette générale des Finances.

Article 17 – Pénalités de retard

Elles sont calculées conformément à l'article 14 du CCAG/FCS.

Article 18 – Litiges

Tout litige intervenant en cours d'exécution sera réglé selon les dispositions prévues par le Code des marchés publics et conformément à l'article 37 du CCAG/fournitures courantes et services auquel il fait référence.

A défaut, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Article 19 - Résiliation

L'Administration peut résilier le marché selon les dispositions prévues au chapitre 6 du CCAG/FCS ainsi que selon les indications du présent marché.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Il est précisé qu'après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés à l'appui des candidatures et de ceux demandés à l'attributaire, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-6 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail, il sera fait application aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 20 : Droits de l'Administration

Conformément à l'article 25, option A, du CCAG/FCS, l'administration se réserve le droit de reproduire, d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer d'adapter ou de traduire les résultats de l'étude. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Accepté le

Signature et cachet du prestataire